

Manifeste pour tirer profit collectivement de notre pétrole

Liste des signataires:

André Bisson

Bernard Landry, *Ancien Premier ministre du Québec et professeur à l'UQAM*

Éric Forest, *Maire de Rimouski*

Françoise Bertrand, *Présidente-directrice générale de la Fédération des chambres de commerce du Québec*

Johanne Desrochers, *Présidente-directrice générale de l'Association des ingénieurs-conseils du Québec*

Joseph Facal, *Professeur au HEC et ancien président du Conseil du trésor du Québec*

Michel G. Hudon, *Avocat-conseil*

Monique Jérôme-Forget, *Conseillère spéciale chez Osler et ancienne ministre des Finances du Québec*

Serban Teodoresco, *Président de Preventa*

Simon Prévost, *Président de Manufacturiers et exportateurs du Québec*

Yves-Thomas Dorval, *Président de Conseil du patronat du Québec*

Léguer un Québec en meilleure posture financière

La révolution tranquille constitue une période marquante pour le Québec. Nous avons su nous bâtir, au fil des ans, des forces réelles sur lesquelles miser pour assurer notre essor économique et social. Nous n'avons qu'à penser au développement de l'hydroélectricité et d'une société d'État solide comme celle d'Hydro-Québec pour nous en convaincre.

Ces atouts nous ont permis, collectivement, d'accroître l'accessibilité aux études et la diplomation, d'offrir une grande protection sociale aux moins bien nantis et de mettre en place des programmes sociaux généreux comme celui de l'assurance-parentale, pour ne nommer que ces éléments. Nous saluons cette redistribution de la richesse et nous croyons fermement que nous devons prendre les moyens nécessaires pour la préserver. Or, plusieurs éléments commandent que nous nous interrogeons sur la suite des choses. D'abord, la dette nette du Québec atteignait un niveau sans précédent au 31 mars 2012 : elle était de 167 milliards de dollars et représentait tout près de 50% du PIB. À titre comparatif, elle correspondait à 36,9% du PIB en Ontario et à 27,7% du PIB pour l'ensemble des provinces canadiennes. Le Québec est donc lourdement plus endetté que le reste du Canada.

Deuxièmement, selon Yves Daniel Bussière de l'INRS, « le vieillissement démographique au Québec sera plus rapide que dans la plus part des pays industrialisés qui ont connu un baby-boom après la seconde guerre mondiale [...] et plus fort que dans les autres provinces canadiennes ». Cela fait en sorte qu'il y aura, en proportion, moins de travailleurs par retraité au Québec. Selon certaines estimations, le ratio passera de 5 travailleurs pour 1 retraité actuellement à 2 travailleurs pour 1 retraité d'ici moins de vingt ans.

Mead 14-1-8 21:59

Commentaire: H-Q est un outil pour notre développement. Nos factures payées fournissent des revenus pour l'État, qui à son tour cherche à assurer le développement de la société.

Mead 14-1-8 23:28

Commentaire: On vise ici un essor économique même avant un essor social. Pour les non économistes, on doit viser un développement social en sachant que l'activité économique est un outil pour cela, parmi d'autres.

Mead 14-1-8 23:30

Commentaire: Le défi prioritaire, le premier pour les signataires, est de trouver les ressources financières pour payer notre dette. Ils risqueraient de vouloir mettre les revenus dans de nouvelles initiatives économiques, une fois qu'ils les auraient.

Mead 14-1-8 23:30

Commentaire: Les économistes ont toujours vu (et voient toujours) la croissance démographique comme une contribution à l'essor économique. Il est évident que cela doit s'arrêter un moment donné, et le vieillissement en résulte. C'est une nécessité, mieux tôt que tard – on peut regarder la Chine, qui vieillit aussi, et qui a même décidé de le faire.

Il est nécessaire que l'opinion publique québécoise soit mieux informée, au moment où ces constats sur les finances publiques doivent nous conduire à voir la profondeur de la tempête que nous nous apprêtons à traverser, si rien n'est fait. Collectivement, nous fréquentons les thèmes cités ci-dessus depuis déjà plusieurs années au point où nous y sommes quelque peu insensibilisés. Pourtant, l'urgence d'agir ne devrait faire aucun doute dans l'esprit de quiconque souhaite que nous léguions aux générations futures un Québec en meilleure posture financière.

Mead 14-1-8 23:31

Commentaire: Plus haut, ils n'ont pas associé explicitement le vieillissement démographique à un défi financier, mais voilà, le lien traditionnel est presque explicite. Nous avons perdu cet outil de croissance économique, le vieillissement va nous contraindre dans les finances et l'offre de services sociaux, et il faut chercher un autre outil pour la croissance.

S'enrichir collectivement grâce à notre pétrole

Il n'existe pas de solutions magiques. Nous devons retrousser nos manches, un peu comme nous l'avons fait au cours de la révolution tranquille. Une des façons d'y parvenir est de tirer profit de nos ressources naturelles. Plus particulièrement, nous devons miser sur les ressources pétrolières qui se trouvent en sol québécois. Des milliards de barils de pétrole seraient disponibles à l'Île d'Anticosti, à Old Harry et en Gaspésie. Le Québec aurait la chance d'avoir des réserves impressionnantes de pétrole. Ce ne sont pas tous les territoires qui ont une telle chance.

Mead 14-1-8 23:32

Commentaire: Ils assument beaucoup. Voir les travaux de Durand, dont un texte sur le Manifeste dont le lien se trouve dans mon article principal.

Trouver des solutions de remplacement au pétrole

Nous devons être préoccupés par le phénomène des changements climatiques dont les conséquences sont de mieux en mieux documentées. Contrairement à ce que certains pourraient croire, exploiter notre pétrole n'est pas contraire à cette préoccupation qui doit aujourd'hui animer tous les États du monde. Les pays responsables veulent d'ailleurs être moins dépendants du pétrole. Nous devons donc en venir, un jour, à développer de nouvelles alternatives de consommation d'énergie plus vertes et plus respectueuses de l'environnement.

Mead 14-1-8 23:33

Commentaire: Paragraphe incompréhensible, justement dans le domaine qu'ils ne traitent jamais comme prioritaire. Ils se trompent quant aux émissions qui seraient associées à l'exploitation de nos réserves/ressources potentielles.

Par exemple, nous accueillons favorablement les efforts investis par le gouvernement du Québec pour développer le créneau de l'électrification des transports. Mais aussi louable soit-elle, cette initiative ne pourra en venir à remplacer les hydrocarbures dans un court ou moyen horizon.

Mead 14-1-8 23:33

Commentaire: Voilà, l'incompréhensible aboutit au rejet de notre véritable défi énergétique. Cf. l'IRIS, et avant, Brundtland...

Ne pas rêver en couleurs : nous consommerons du pétrole pour encore longtemps !

Les experts s'entendent pour dire que nous consommerons du pétrole pour encore plusieurs décennies. En tant que société, nous devons faire preuve de réalisme et de pragmatisme face à cette situation. Car oui, nous continuons de consommer du pétrole au Québec et la tendance n'est pas à la diminution. Cela ne vaut pas seulement pour le transport. Plusieurs produits que nous utilisons quotidiennement sont faits à partir de pétrole : bouteilles d'eau recyclables, téléphones intelligents, etc. Il suffit de regarder quelques statistiques pour se convaincre que notre consommation de pétrole ne va pas en déclinant :

Mead 14-1-8 23:34

Commentaire: Les experts correspondants voient les émissions nous faire foncer ainsi dans le mur...

Mead 14-1-8 20:02

Commentaire: Et la rhétorique commence.

Mead 14-1-8 23:35

Commentaire: Ils acceptent ceci facilement, pour des raisons sûrement fonction de la volonté de maintenir le développement économique.

- Croissance de la consommation de pétrole au Québec de 4% de 1989 à 2009;
- Augmentation du nombre de véhicules sur les routes au Québec. Il est passé de 3,5 millions en 1996 à 4,5 millions en 2006;
- Augmentation du kilométrage parcouru de 30% pour les véhicules légers et de 45% pour les véhicules lourds de 1990 à 2005.

Bon an mal an, nous consommons entre 11 et 14 milliards de dollars en pétrole.

Améliorer notre situation économique en réduisant notre dépendance au pétrole étranger

Or, tout le pétrole que nous consommons provient d'outre-mer, soit de l'Afrique et du Moyen-Orient. Ces importantes ressources financières que nous envoyons à l'extérieur du Québec pourraient, un jour, demeurer ici et ainsi nous assurer de grandes retombées économiques. Le Québec est présentement dépendant du pétrole étranger. En misant sur l'exploration et l'exploitation de notre pétrole, nous pourrions contribuer à satisfaire notre demande de consommation pour les prochaines années et décennies.

Cette dépendance au pétrole étranger fait en sorte que la balance commerciale du Québec est largement déficitaire. En effet, bien que cette situation s'explique par plusieurs facteurs, Desjardins note que l'élargissement du déficit commercial depuis dix ans est d'abord attribuable au secteur de l'énergie, c'est-à-dire à l'importation de pétrole. Pour illustrer cet impact, en 2011, alors que le déficit commercial du Québec se chiffrait à 29 milliards de dollars, le pétrole représentait 11 milliards de notre déficit commercial, soit 38%. Sur le même propos, HSBC identifie la diminution des importations de pétrole comme une des cinq stratégies que le Québec doit préconiser pour régler son déficit commercial. Quand nous savons qu'une balance commerciale déficitaire pèse lourd sur une économie, nous n'avons d'autres choix que de reconnaître l'impact positif qu'aurait l'exploitation de notre pétrole sur les finances du Québec.

Retombées majeures pour le Québec

L'amélioration de notre balance commerciale est une retombée économique majeure associée à l'exploitation du pétrole. Nous pouvons en identifier plusieurs autres. Parmi celles-ci, il y a les salaires versés qui correspondent au principal coût de production du baril de pétrole. Ces salaires entraîneront des entrées fiscales importantes pour les différents paliers de gouvernement, ne serait-ce qu'en raison de l'impôt sur le salaire et des taxes à la consommation payés par les travailleurs.

Il est trop tôt pour estimer, entre autres, le nombre d'emplois créés en exploitant le pétrole québécois. Cependant, nous savons fort bien que d'autres endroits dans le monde se sont enrichis significativement grâce à des projets similaires.

Par exemple, en Ohio, pour une formation géologique similaire à celle de l'Île d'Anticosti, les shales d'Utica, les autorités ont estimé que le nombre d'emplois directs et indirects générés par l'exploitation de ce site serait de plus de 200 000. L'industrie s'attend à verser près de 12 milliards de dollars en salaires, durant une période de 5 ans.

Exploiter notre pétrole tout en respectant l'environnement

Tirer profit de notre pétrole veut dire d'en retirer le maximum de bénéfices économiques, mais cette équation deviendrait nulle, voire négative, si nous en venions à créer des torts irréparables à l'environnement. Soyons bien clairs, nous prenons position aujourd'hui en faveur d'une exploitation responsable du pétrole québécois.

Est-ce possible de réaliser des activités de développement qui ne présentent aucun risque pour

Mead 14-1-8 23:35

Commentaire: Et voilà, ils glissent du déni à la promotion.

Mead 14-1-8 22:13

Commentaire: Aucun effort de faire un estimé du bilan sur le plan des émissions. Et nous verrons sûrement que l'objectif ne sera pas vraiment d'obtenir des revenus pour réduire la dette, mais obtenir du pétrole sans importations qui nous permettra de nous lancer dans de nouvelles initiatives économiques.

Mead 14-1-8 23:36

Commentaire: Les quantités en cause seraient vraisemblablement presque minuscules par rapport à la demande que les signataires présument.

Mead 14-1-8 23:36

Commentaire: En effet, les importations – notre consommation – sont négatives dans le calcul du PIB.

Mead 14-1-8 20:08

Commentaire: Nous sommes dans le pétrole et le gaz non conventionnels. Ils vont sûrement citer les États-Unis pour suggérer que c'est le Pérou.

Mead 14-1-8 23:37

Commentaire: Voilà! Voir Durand. Aucun retour sur la question des changements climatiques et le bilan des émissions qui seraient n'en cause – pas plus que sur le coût de cette technologie et son impact sur l'économie. Sauf ils lancent le refrain dans la prochaine ligne – on va respecter l'environnement...

Mead 14-1-8 23:39

Commentaire: À définir... Ce qui n'est pas irréparable serait probablement acceptable, devant la nécessité du développement économique dans la recherche de revenus pour payer la dette. Évidemment, leur calcul ne tient pas compte des externalités que l'Indice de progrès véritable cherche à monétiser.

l'environnement? La réponse est non. Notre responsabilité collective est de s'assurer que de hauts standards de protection de l'environnement soient mis en place.

Mead 14-1-8 20:11

Commentaire: L'histoire des dernières décennies... – un échec

Fermer la porte à l'exploitation du pétrole québécois serait irresponsable. Permettre une exploitation qui ne se ferait pas selon de hauts standards de protection de l'environnement le serait tout autant.

Mead 14-1-8 23:40

Commentaire: Curieux non sequitur, ils insistent tout de suite sur la nécessité des impacts – j'imagine qu'ils vont mettre l'accent sur l'irréparable, non défini...

S'inspirer de la Norvège

La Norvège devrait nous servir d'exemple à ce chapitre. Il s'agit d'un pays qui a su exploiter ses réserves de pétrole tout en protégeant son environnement et surtout, tout en poursuivant le développement de ses activités maritimes, soit la pêche et l'aquaculture.

Mead 14-1-8 20:11

Commentaire: Le flou total

Mead 14-1-8 20:23

Commentaire: La technologie est tout autre. La Norvège est intéressante sur le plan économique, ce qu'ils vont dire dans la suite – mais sans essayer de comparer les quantités en cause, ils lancent des chiffres mirobolants.

La Norvège produit aujourd'hui 3 millions de barils de pétrole par jour, exploite 51 puits en mer. Cela a permis, entre autres, de former un Fonds des générations destiné à diversifier l'économie du pays pour contre-balancer l'épuisement éventuel des réserves de pétrole. Ce fonds atteint aujourd'hui une valeur de 645 milliards de dollars. C'est là un exemple que nous pourrions reproduire pour nous assurer que les générations futures bénéficient également de l'exploitation du pétrole.

Parallèlement à ce boom pétrolier, la Norvège a poursuivi ses activités maritimes, alors que la valeur de la pêche et de l'aquaculture a représenté 9,2 milliards de dollars en 2011. C'est un volume près de 60 fois plus élevé que les activités de pêche et d'aquaculture du Québec. La Norvège a prouvé qu'il était possible d'harmoniser le développement pétrolier avec les autres activités économiques et la protection de l'environnement. À nous d'en tirer des leçons.

Mead 14-1-8 20:17

Commentaire: Y compris la chasse à la baleine...

Mead 14-1-8 20:24

Commentaire: Absolument pas, et surtout si l'on pose la question du budget carbone de l'humanité.

Nécessité d'un débat équilibré

Certains groupes sont omniprésents dans le débat public pour signifier leur opposition à toute forme de développement économique associée au pétrole et pour signifier leurs préoccupations. Si certaines de ces préoccupations reposent sur des fondements scientifiques, et il est fondamental que nous y répondions, nous devons en même temps tous reconnaître que certains groupes n'hésitent pas à recourir à des stratégies de désinformation qui ne servent pas la société.

Mead 14-1-8 23:41

Commentaire: L'argument de F. Bertrand – qui fait ceci, selon eux?

Mead 14-1-8 20:25

Commentaire: Ils sont beaucoup plus proches des climato-sceptiques qu'autre chose.

Il est sain pour une société d'engager une discussion sur un enjeu aussi fondamental que celui du démarrage de l'exploitation de la ressource pétrolière. Éviter que le débat se fasse ne profiterait à personne et représenterait une sorte de fuite en avant. Le débat doit avoir lieu ! Mais il doit se faire correctement et surtout, nous aurons tous avantage à ce qu'il repose sur des faits.

Mead 14-1-8 23:42

Commentaire: Sauf que nous sommes déjà engagé dans le débat sur le climat, depuis plus de 20 ans, et le Manifeste n'est pas très fort là-dessus - en fait, très faible, presque nul – par rapport à cet enjeu fondamental.

Nous lançons un appel à l'ensemble des parties prenantes de la société pour qu'elles fournissent des informations vérifiées et qu'elles évitent d'entretenir ou de nourrir des craintes non justifiées uniquement pour contribuer à la défense de leur cause.

Mead 14-1-8 23:43

Commentaire: Voilà la porte ouverte fournie par la stratégie des groupes d'insister sur les impacts locaux des pipelines (et des voies ferrées). Le débat doit être sur le climat et sur les enjeux économiques associés à la technologie du fracking.

Recommandations

Considérant que le Québec doit trouver des solutions aux enjeux du poids de la dette et du

vieillesse de la population;

Considérant que le Québec disposerait d'importantes réserves de pétrole sur son territoire;

Mead 14-1-8 23:43

Commentaire: Strictement hypothétique pour le moment – voir Durand et Hughes

Considérant que la consommation du pétrole du Québec ne va pas en diminuant et qu'elle sera encore significative pour plusieurs décennies;

Mead 14-1-8 23:44

Commentaire: C'est l'argument clé du Manifeste, qui rejoint les projections de l'AIÉ, l'EIA et l'ONÉ, entre autres, alors que celles-ci se font en faisant abstraction totale des enjeux climatiques.

Considérant que la balance commerciale du Québec est largement déficitaire en raison d'abord de nos importations de pétrole;

Considérant que les retombées économiques associées à l'exploitation du pétrole seraient majeures pour le Québec;

Mead 14-1-8 20:31

Commentaire: Aucun effort n'a été fait pour montrer quoi que ce soit à cet égard.

Considérant que tout projet de développement doit reposer sur de hauts standards de protection de l'environnement.

Mead 14-1-8 23:44

Commentaire: Le plus important critère est celui des émissions, et ils n'y pensent même pas.

Nous, soussignés, souhaitons que :

Le gouvernement du Québec autorise l'exploration des ressources pétrolières afin de confirmer le potentiel d'exploitation;

Le débat qui s'engage sur l'exploitation du pétrole se fasse respectueusement et qu'il s'appuie sur des informations vérifiées;

Le gouvernement du Québec autorise éventuellement l'exploitation du pétrole en définissant rapidement un cadre réglementaire qui repose, notamment, sur de hauts standards de protection de l'environnement.

Sources:

1. Cirano. 2013. *La dette provinciale en proportion du PIB plus importante pour le Québec que celle de l'ensemble des provinces et de l'Ontario.*
2. *Ibid.*
3. Bussière, Yves, Jean-Pierre Thouez et Jean Carrière. « Le vieillissement de la population : une nouvelle spécificité québécoise ».
4. Desjardins. 2013. *Le déficit commercial pèse sur l'économie du Québec.*
5. HSBC. 2013. *Cinq stratégies pour régler le déficit commercial du Québec. En ligne.*
6. Kleinhenz & associates. 2011. *Economic impact study: Ohio's natural gas and crude oil industry*

Mead 14-1-8 23:46

Commentaire: Assez intéressant : le rapport du GIEC ne s'y trouve pas. Il n'y a que la dette et le déficit commercial qui soutiennent le Manifeste, d'après les sources « scientifiques » que les signataires nous fournissent. Et ils sont tous économistes (ou possiblement dans certains cas des intervenants pour des intérêts économiques).

Mead 14-1-8 23:46

Commentaire: Le Québec ne fait – volontairement, par les femmes – que ce que toute l'humanité doit faire, soit arrêter l'augmentation de sa population.

Personne ressource

Camilla Sironi Tél : 514 844-9571 p. 3227 Cell : 514 647-4745